

Descendre D., 1991 *L'autodétermination paysanne en Afrique : solidarité ou tutelle des ONG partenaires ?*
Essai d'analyse institutionnelle, Collectif
Stratégies alimentaires ! L'Harmattan, 317 p.

Philippe Lavigne Delville



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/apad/2393>

ISSN : 1950-6929

Éditeur

LIT Verlag

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 1994

Référence électronique

Philippe Lavigne Delville, « Descendre D., 1991 *L'autodétermination paysanne en Afrique : solidarité ou tutelle des ONG partenaires ?* Essai d'analyse institutionnelle, Collectif Stratégies alimentaires ! L'Harmattan, 317 p. », *Bulletin de l'APAD* [En ligne], 7 | 1994, mis en ligne le 13 décembre 2007, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/apad/2393>

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

Bulletin de l'APAD

Descendre D., 1991
*L'autodétermination paysanne en
Afrique : solidarité ou tutelle des ONG
partenaires ?* Essai d'analyse
institutionnelle, Collectif Stratégies
alimentaires ! L'Harmattan, 317 p.

Philippe Lavigne Delville

- 1 Au sein de la récente floraison d'ouvrages sur les organisations paysannes et le développement autocentré, celui de D. Descendre occupe une place particulièrement significative, à la fois d'un certain type de discours sur les OP, et des grosses contradictions qu'il comporte. Disons-le tout de suite, ce n'est pas sur les organisations paysannes que ce livre apporte quelque chose. La logique même de construction du livre l'interdit. Par contre - et c'est là ce qui justifie d'en parler -, il éclaire, par ce qu'il dit dans le dernier chapitre, et par ce qu'il ne dit pas, mais saute aux yeux à la lecture, la question des *"relations institutionnelles entre les ONG du Nord-ONG du Sud et les Organisations paysannes"*, apportant de l'eau au moulin de ceux qui prônent une analyse bourdieusienne du "champ social du développement", constitué des institutions qui font du développement ou prétendent en faire.
- 2 Un peu d'histoire : collectif regroupant des ONG belges militantes, le Collectif Stratégies alimentaires organise en 1987 un "séminaire de formation à l'organisation" pour les organisations paysannes et y invite des représentants de quelques grosses organisations paysannes du Sénégal et du Zaïre, des ONG du Nord et des ONG du Sud. Il demande à D. Descendre, psycho-sociologue spécialiste de l'analyse institutionnelle, d'animer une partie du séminaire, sur ces questions institutionnelles, puis de reprendre le matériel du séminaire pour en faire un ouvrage sur ce thème. La première partie veut rendre compte du fonctionnement des OP et des stratégies qu'elles mettent en œuvre pour se renforcer,

la seconde analyse les relations entre ONG du Nord, ONG du Sud et OP, considérant - avec raison - qu'il *"est impossible de comprendre la vie des organisations du Sud sans envisager comment les institutions des Etats, les institutions économiques et culturelles du Nord, les institutions culturelles locales déterminent leur devenir"* (p. 18).

- 3 L'analyse institutionnelle *"considère que des individus occupant des positions particulières dans un champ institutionnel donné possèdent une logique de pensée et d'action propres à cette position et reproduisent, par conséquent, cette logique d'interprétation et d'action dans leurs discours et leurs comportements"* (p. 15).
- 4 S'intéressant à la structure du champ et aux discours des acteurs, elle est effectivement pertinente pour analyser les rapports entre OP, ONG du Nord, ONG du Sud.
- 5 Passons rapidement sur la partie consacrée au fonctionnement interne des organisations paysannes. Sans même parler du "populisme idéologique" et du discours "basiste" propre au mouvement tiers-mondiste, et dont l'auteur - extérieur au Collectif, rappelons-le - reste prisonnier, bien que de nombreuses remarques prouvent qu'il se pose de bonnes questions, il s'y pose de graves problèmes de méthode : alors que l'analyse institutionnelle demande de confronter les positions et d'interroger le discours en fonction de la position de celui qui l'énonce, plus de la moitié du livre prétend analyser le fonctionnement interne des OP et leurs rapports à l'Etat à partir du seul discours tenu par leur président, au cours du séminaire... L'auteur n'avait certes que ce seul matériau, mais cela oblitère, du point de vue même de sa démarche, toute la validité de sa tentative. Il est sûr qu'il est difficile de présenter des organisations complexes telles que l'Amicale du Waalo ¹, mais ce qui en est dit dans le livre ne permet absolument pas de comprendre ce qui s'y passe : la problématique de l'irrigation, les problèmes fonciers, les relations avec l'Etat sont présentés de façon tellement elliptique qu'un lecteur non averti ne peut qu'en avoir une image faussée.
- 6 Mais après tout, les OP n'ont aucune raison de parler d'elles-mêmes dans le langage rationnel / technocratique du développement ou dans le langage des sciences sociales. Il est donc intéressant d'entendre les responsables d'OP parler de leur organisation, dans leur propre langage, ce qui pourrait révéler des préoccupations, des objectifs, des façons de voir qui, pour n'être pas ceux des développeurs ou des sociologues, n'en sont pas moins légitimes. Or là aussi, nos espoirs sont en grande partie déçus. On nous offre une reconstruction de discours, avec peu de citations directes, ou très ponctuelles. Du coup, il est impossible de séparer ce qui est le discours propre des responsables d'OP de la réinterprétation (sur-interprétation ?) qu'en fait Descendre, de repérer jusqu'à quel point l'adéquation étonnante aux présupposés manifestes du Collectif est l'effet de cette réinterprétation ou de la remarquable capacité des leaders d'OP à adapter le discours à leur public, si les flous et les ambiguïtés ont un rôle dans le discours même des responsables d'OP, ou s'ils découlent du fait que l'auteur, ne connaissant pas le terrain, ne peut que proposer une reconstitution approximative à partir du matériau qu'il a sous la main ².
- 7 Beaucoup plus intéressante est la seconde partie du livre, sur les rapports entre OP, ONG du Nord, ONG du Sud. Les différents protagonistes sont présents au séminaire, ce qui rend possible l'observation psycho-sociologique, l'analyse des positions, la mise en évidence des logiques d'action et d'intérêt des groupes d'acteurs. En fait, l'essentiel de l'analyse porte sur la concurrence latente entre ONG du Nord et ONG du Sud. Le ton est donné dès l'introduction : le but du séminaire était de mettre en relation des responsables paysans du Nord et du Sud. Or, ceux du Nord sont peu sensibles aux effets de l'interdépendance

des économies. De plus, n'ayant pas de relations directes avec suffisamment d'OP du Sud, le Collectif a dû contacter des ONG du Sud pour leur demander des adresses d'organisations de base. *"Lorsque les ONG du Sud donnaient une réponse, c'était la plupart du temps pour demander à participer elles-mêmes au séminaire ; elles s'estimaient être les légitimes représentants des paysans et précisaient parfois que les paysans ne pouvaient se libérer, alors qu'elles pouvaient le faire. Les organisateurs du séminaire étaient ainsi pris dans un problème de base de l'aide au développement. Entre la source financière destinée au développement agricole et les paysans concernés par ce projet, il existe toute une série d'intermédiaires qui exercent leur propre pouvoir et développent leur propre projet d'existence"* (p. 22).

- 8 Les ONG du Sud justifient leur existence par leur capacité à représenter les paysans, et aussi par leur proximité du terrain et leur connaissance du monde paysan, par la lutte contre le néo-colonialisme latent, le paternalisme et/ou le prosélytisme religieux des ONG du Nord. *"Le discours politique de beaucoup d'ONG du Sud est centré sur la protection du paysan face au Nord, d'ONG du Sud se présente comme une organisation qui est un rempart, un bouclier face au Nord"*. Et les ONG du Sud de citer des exemples d'utilisation des paysans par des ONG du Nord, où les dérives du système du volontariat, où un jeune européen inexpérimenté dispose d'un véhicule pour s'amuser et fait n'importe quoi faute d'expérience, quand les techniciens compétents du Sud coûteraient beaucoup moins cher tout en faisant du meilleur travail. En se présentant comme les seuls interlocuteurs directs légitimes des paysans, les ONG du Sud essayent de compenser leur fragilité structurelle : souvent obligées à une neutralité politique apparente pour survivre, elles sont de plus totalement dépendantes des bailleurs de fonds (ONG du Nord en particulier).
- 9 Ce faisant, les ONG du Sud reprennent le même discours que les ONG du Nord sur le partenariat, l'autodétermination paysanne, la nécessité de choix faits par les paysans, etc. pour montrer qu'il ne correspond pas aux pratiques des ONG du Nord. Mais un tel discours *"occulte totalement le type de pouvoir que les ONG du Sud exercent à leur tour sur les paysans"* (p. 200). C'est là dessus que les ONG du Nord les attaquent, insistant sur la multiplication des intermédiaires, qui ont leur propre logique de reproduction institutionnelle, sur l'écran que constituent les ONG du Sud en voulant conquérir leur place au soleil et leur part du gâteau de l'aide au développement. Il est d'ailleurs assez amusant de trouver dans cet argumentaire une comparaison fort pertinente (est-elle des ONG du Nord présentes au séminaire, ou de Descendre lui-même ?) entre ce rôle d'intermédiaire-écran que jouent les ONG du Sud, et celui des institutions d'intervention sociale ,dans le champ du travail social en Europe, où l'essentiel de l'argent consenti par l'Etat en faveur des populations démunies sert en fait à leur propre reproduction : les ONG du Nord sont-elles elles-mêmes dans une situation si différente ?
- 10 *"Dans la chaîne de communication Nord-Sud, les ONG du Sud deviennent un maillon dont le pouvoir va grandissant"*. Pour être récemment apparues, elles ne se sont pas moins rapidement multipliées, à la faveur de la crise de l'emploi des jeunes diplômés, ou des besoins de revenus complémentaires pour des cadres du service public qui montent, qui leur ONG, qui leur bureau d'études, parallèlement à leur emploi. Revendiquant une place dans le champ de la coopération internationale, elles revendiquent en particulier l'accès aux financements, et doivent pour cela nier la légitimité des ONG du Nord, à intervenir directement sur le terrain. Lesquelles ONG du Nord se trouvent face à une sérieuse remise en cause - d'autant plus qu'elle se fonde sur les mêmes arguments qui leur avait servi pour imposer leur légitimité face aux bureaux d'études et aux instances de la coopération bilatérale classique -, et que, pour celles qui vivent de la collecte de fonds, elles doivent

faire face à des ressources décroissantes³. C'est là tout l'intérêt du livre de Descendre, de nous présenter in vivo cette lutte pour la légitimité que se livrent ONG du Nord et du Sud, utilisant tous les ressorts de la rhétorique basiste pour discréditer l'autre. On ne lui en voudra pas d'adopter malgré tout plutôt la position de ses commanditaires du Nord : le fonctionnement de l'arène apparaît tellement clairement qu'il est aisé de renvoyer dos à dos les deux protagonistes.

NOTES

1. Je ne parlerai ici que de ce cas, qui m'est connu par ailleurs. C'est bien sûr la démarche que je critique ici, et non le cas spécifique.

2. De ce point de vue, le livre d'ENDA "*Initiatives paysannes au Sahel*" (1985), rédigé suite à des rencontres entre OP sénégalaises organisées par l'AFDI, laisse une place beaucoup plus importante au discours propre des responsables paysans... tout en posant les mêmes questions de fond.

3. Cette compétition apparaissait aussi très clairement, autour des questions lors de la table-ronde sur le financement du développement, réunissant ONG du Nord et du Sud, lors du SICAD (Salon International de la Coopération et de l'Aide au Développement) qui s'est tenu à Marseille en 1991.